

## TÉMOIGNAGES, Coups, insultes, manque de soutien... À l'école, ces professeurs vivent la violence au quotidien



De la maternelle au lycée, certains enseignants ont accepté de faire part de leurs expériences sur les violences subies - Crédit: RODOLPHE AGOYER / OUEST-FRANCE

Plus de policiers aux abords des établissements difficiles, des parents responsabilisés, des classes relais pour les élèves perturbateurs... Le plan pour lutter contre les violences scolaires a été précisé la semaine dernière par une circulaire. Un énième plan pour contrecarrer la violence qui peut être quotidienne dans certains établissements, de la maternelle au lycée. Des profs ont accepté de nous confier leurs expériences.

Fin octobre 2018, une enseignante d'un lycée de Créteil (Val-de-Marne) avait été [braquée par un de ses élèves](#) avec une arme factice. L'agression filmée avait suscité une vague d'indignation et libéré la parole des enseignants, reprochant l'inertie de leur hiérarchie via le hashtag [#Pasdevague](#) sur les réseaux sociaux. [Le plan promis par le ministère pour lutter contre ces violences](#), maintes fois [reporté](#), a été annoncé en cette rentrée.

Parfois, les enseignants sont eux-mêmes victimes de ces violences. Ces dernières années, les [agressions d'enseignants se multiplient](#), même si le nombre d'agressions recensées par le ministère reste stable.

De la maternelle au lycée, certains enseignants ont accepté de faire part de leurs expériences. Parfois, de manière anonyme d'où l'astérisque qui signale un prénom d'emprunt. Voici leurs témoignages.

### « J'allais régulièrement chez mon médecin pour constater mes bleus »

**Charlotte\*, 23 ans, professeure remplaçante dans une école maternelle privée d'un quartier difficile du Nord :**

« L'an dernier, lors de ma deuxième année d'enseignement, j'ai eu une classe très difficile. Les enfants n'obéissaient pas du tout et se moquaient de l'autorité de la maîtresse, et des adultes en général.

J'avais un cas assez particulier : une petite fille en moyenne section de 4 ans, très violente envers elle-même, les autres élèves et aussi envers moi. Elle proférait des insultes incroyables pour une enfant de 4 ans (« putain, sale gueule, face de merde, nique ta race... »), et elle jetait des mobiliers de classe, des jouets, des pavés dans la cour... Tout ce qui lui passe sous la main. Elle rentrait en crise deux à trois fois par jour, sans raison apparente. Le dialogue avec les parents était très compliqué. Dès qu'elle rentrait en crise, c'était parti pour 45 minutes de calvaire.

Au début, je ne savais pas quoi faire. J'ai essayé d'être douce, sévère... rien ne marchait. Je la laissais finir sa crise. Dans ces cas-là, je mettais en sécurité mes 26 élèves avec mon Atsem et j'isolais la fillette. Je devenais son défouloir : elle me jetait des Lego à la figure, elle me donnait des coups de pied, me mordait, me pinçait, me crachait dessus... Au début, je la maintenais par les poignets, car je n'avais pas le choix et j'expliquais aux parents le soir d'où venaient les traces rouges. Mais un jour, le

père, menaçant, m'a donné un certificat de constatation de bleus de la part de leur médecin traitant... Il rejetait la faute sur moi.

À partir de ce moment-là, je prenais tout en photo pour me protéger. J'allais régulièrement chez mon médecin pour constater mes bleus, je gardais les certificats médicaux, au cas où les parents portent plainte. Je ne voulais pas abandonner cette petite fille, je sentais qu'elle était en carence affective. Les parents me disaient que ça ne se passait pas du tout comme cela à la maison. Je pense qu'ils étaient dans une détresse sociale, car madame était enceinte du 6e enfant, l'aîné avait 7 ans... Les trois enfants scolarisés avaient des problèmes de comportement. Avec le directeur, dès octobre, on a fait un dossier à la protection de l'enfance pour que cette petite fille soit prise en charge. Des réunions ont été organisées mais les parents n'honoraient pas les rendez-vous. En attendant, j'ai subi. Avant les vacances de Noël, j'ai craqué à l'école, j'étais en pleurs, je n'arrivais plus à respirer, les pompiers ont dû venir. Le lendemain, mon médecin traitant m'a prescrit un arrêt de 15 jours. Je ne l'ai pas pris, car les vacances approchaient. J'ai pensé à mes collègues et aux autres enfants... La seule chose que m'a dite mon inspecteur, c'était : « Vous avez du courage... » Mais aucune solution. Quand j'appelais la direction diocésaine, on me disait prendre note... Je suis dégoûtée du métier, alors que j'ai toujours eu cette vocation. J'ai réussi à obtenir une mutation en février, je n'en pouvais plus. On attendait encore un retour pour son dossier. On en demande beaucoup aux enseignants, les enfants sont durs, et surtout les parents croient que c'est à nous de les éduquer, alors que pas du tout. Nous sommes là pour les instruire. Tous les mercredis, je regarde les offres d'emploi pour changer de voie. »

## « Ces enfants ont souvent besoin d'un suivi psychologique ou psychiatrique »

**Elodie\*, 32 ans, professeure titulaire en classe de Segpa dans un collège rural de Seine-Maritime :**

« Au début, j'ai été remplaçante en Zone d'intervention localisée (Zil), c'est-à-dire que j'étais appelée tous les matins à 8 h pour remplacer des titulaires sur une période de 15 jours maximum. J'arrivais sur des remplacements d'urgence comme des arrêts maladie pour burn-out, un suicide, des inondations d'école... »

L'événement le plus marquant est venu d'un garçon de CE1 qui ne gérait pas la frustration. Dès qu'on lui disait non, il sortait de ses gonds. Il s'est mis à frapper une camarade qui avait écrit sur sa pochette. Je me suis interposée et il me mettait des coups de pied dans les talons. J'ai chuté et il a sauté à pieds joints sur mes poignets. J'ai eu un épanchement et une contusion.

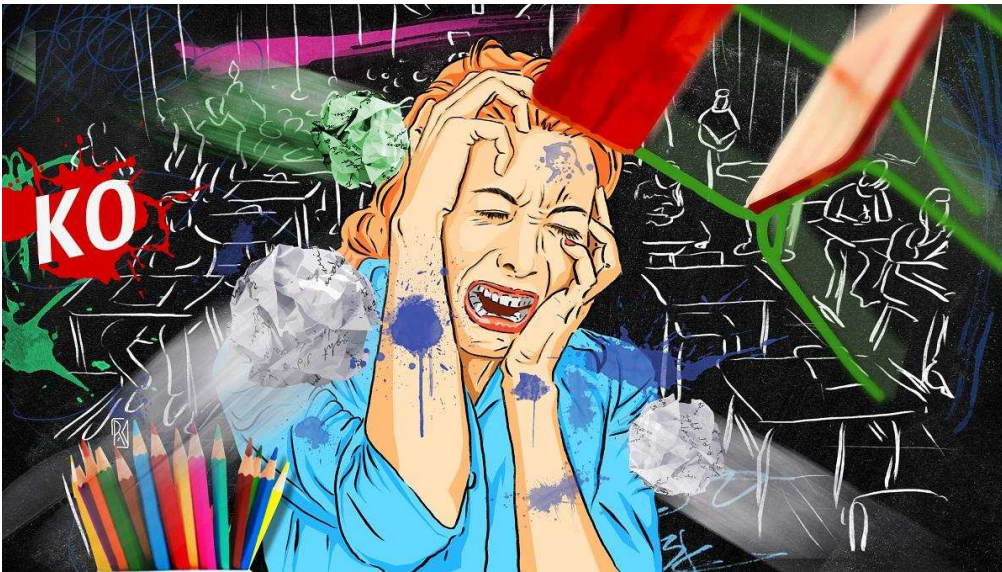
On m'a donné quinze jours d'arrêt maladie que je n'ai pas pris, parce que je ne me voyais pas abandonner le reste de la classe pour le caprice d'un enfant. La maman de ce garçon était un peu honteuse, mais le papa m'a agressée verbalement en me disant que je devais reprendre mes études si j'étais incapable de gérer un enfant de 7 ans et que si j'avais été un homme, les choses se seraient passées différemment.

Ces enfants, qui ont des problèmes de frustrations et d'agressivité, ont souvent besoin de suivi psychologique ou psychiatrique. Souvent, on le signale aux parents. Et même quand ceux-ci font les démarches, on les oriente vers les CMPP (centres médico psycho-pédagogique) qui ont des listes d'attente d'un an, voire plus pour un rendez-vous. Donc, en attendant, on force ces enfants à être socialisés tous les jours dans une classe, enfermés à 30 élèves... Ils deviennent des petites bombes à retardement. Même les parents qui ne sont pas dans le déni, sont dans une impuissance totale. Ils viennent tous les soirs chercher leur enfant en baissant la tête. En maternelle, il y a deux ans, un élève me traitait de « salope » et me crachait des molards dans le front... C'était aussi pathologique. Ces troubles du comportement sont souvent exacerbés par la socialisation. Parfois, les enfants ne sont pas les mêmes à la maison.

Aujourd'hui, je suis dans le second degré, en classe Segpa, au collège. Ces classes sont prévues pour des élèves qui ont des besoins éducatifs particuliers, qui ont des problèmes de concentration, de mémorisation. Souvent, quand ils arrivent en 6e, ils ont un niveau de CE2. On revoit donc avec eux les bases en français ou en maths. On différencie le travail selon chaque élève. Cette année, une élève de 15 ans, qui était en foyer, est arrivée sans dossier. On voyait qu'elle était en souffrance.

Une fois, elle m'avait dit qu'elle n'avait personne à qui parler. Un jour, elle s'est mise à danser en classe. Je lui ai demandé de s'asseoir. D'habitude, elle ne se rebellait pas, mais ce jour-là, elle m'a fait un doigt d'honneur. Je lui ai dit que je devrais faire un rapport. Elle s'est approchée de mon bureau, a jeté le clavier de mon ordinateur. J'étais au fond de la classe à travailler avec d'autres élèves. Du bras, elle a balayé toutes mes affaires. J'ai demandé à un élève de prévenir un assistant d'éducation. Elle s'est approchée de moi, a saisi mes deux poignets et m'a donné plusieurs coups de semelle dans les cuisses. Je n'ai pas pris cette agression contre moi. J'ai vu dans son regard qu'elle n'était pas là. Sa violence sortait mais aucune émotion ne transparaissait de son visage. Aucun mot, rien. C'était étrange. Je suis restée calme, j'ai essayé de me dégager. L'un de mes élèves l'a attrapée par le pull et la mis de force dans le couloir. Là, elle est revenue à elle, elle a baissé la tête et a fait les 400 pas dans le couloir.

Il y a eu une commission éducative après cet événement. Elle n'a pas contesté ma version des faits. C'est comme si elle réalisait ce qu'elle avait fait, elle a baissé la tête et a éclaté en sanglots. Elle a été renvoyée et a été acceptée dans un autre établissement. Sans soins. Mon directeur et l'infirmière ont essayé d'alerter pour qu'elle soit plus accompagnée. Malheureusement, cette jeune fille est retournée en Segpa, sans aide. On s'est tous investis après son départ pour qu'elle soit suivie. En vain. Il faudrait donner plus de moyens à la protection de l'enfance ; elle est très défaillante en France... »



De la maternelle au lycée, certains enseignants ont accepté de faire part de leurs expériences sur les violences subies  
- Crédit: RODOLPHE AGOYER / OUEST-FRANCE

## « Il a jeté une chaise vers moi, puis le rétroprojecteur »

**Sébastien, professeur de mécanique en lycée professionnel de la Fondation des Apprentis d'Auteuil (enseignement privé sous contrat avec l'État) :**

« Nos établissements accueillent des jeunes placés par l'aide sociale à l'enfance, des jeunes confiés par leurs parents qui ont connu des difficultés dans le système scolaire ou des mineurs non accompagnés, de jeunes migrants. J'ai des élèves de CAP et Bac pro, en construction mécanique et en chauffage-climatisation.

On travaille avec des petits groupes entre 7 et 12 élèves. L'an dernier, mes élèves en 1<sup>re</sup> année de CAP Mécanique étaient des jeunes assez violents et rebelles, qui pouvaient m'insulter facilement. Souvent, ils arrivaient en ayant fumé des pétards. Ils savaient détourner le système pour prendre tout un tas de produits dont ils n'avaient pas besoin. L'un de mes élèves, qui prenait des médicaments pour ses problèmes psychiques, fumait aussi du cannabis. D'un jour sur l'autre, son comportement était changeant. Parfois, il travaillait très bien et aidait même ses camarades quand il avait fini. Mais souvent, en cours, soit il était endormi, soit extrêmement agité. Si vous essayiez de le réveiller en classe, il montait dans les tours, et était physiquement violent.

En général, il y a très peu de jeunes qui sont dans un rapport où on n'arrive à rien avec eux. En revanche, ils ont des accès de violences verbales, et parfois physiques. La violence verbale monte souvent crescendo : d'abord, ils commencent par vous tutoyer, puis essayer d'avoir l'assentiment de la classe, et puis ils peuvent facilement vous dire : « Tu me fais chier, tu me prends la tête. » Avec des insultes à bas mots. Régulièrement, ils s'énervent, se lèvent en m'insultant, et souvent ils sortent d'eux-mêmes de la classe.

C'était il y a deux ans, l'un de mes élèves avait régulièrement des accès de violences, mais pouvait aussi être bon élève. Un jour, il vient dans la classe, bouge sa table de place et l'attache avec un fil à celle d'un copain pour s'asseoir près de lui. Il n'avait pas ses affaires : ni le cours du jour, ni cahiers, ni stylos. L'absence d'affaires, c'est un problème auquel on est confronté au quotidien... Je lui fais la remarque, je lui redéplace sa table. Il se met à m'insulter : « Qu'est-ce que tu me veux ? Tu ne me parles pas comme ça. » Le ton est monté. Je lui ai dit à un moment : « Mais, tu es qui pour me parler comme ça ? » Là, il s'est mis à me crier : « Ça, ça veut dire que vous me dites que je ne suis rien. » Il a jeté une chaise vers moi, puis le rétroprojecteur. Tout a valsé autour de lui... Il est sorti, j'ai prévenu la vie scolaire.

L'acte 2 de cet épisode est que son père, qui était aussi violent, a appelé quelques jours après le responsable de vie scolaire, en lui disant : « C'est quoi ce prof ? Il maltraite mon fils. Il lui dit qu'il n'est rien... Je viens. » Il est venu directement à l'atelier

où j'étais avec les élèves. Je vois le père arriver, furibond, prêt à en découdre. Il m'interpelle et me demande : « Comment se fait-il que vous traitiez les élèves de la sorte ? » Le CPE arrive... Je prends le temps d'expliquer au père que son fils était venu sans ses affaires scolaires, qu'il s'est énervé et que je lui ai juste dit qu'il n'avait pas à me parler comme ça. Là, le père inverse le rôle, et j'ai ressenti qu'il était prêt à taper sur son fils. Cette violence familiale était latente. Pour le coup, cet élève n'avait pas été pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, ce sont ses parents qui l'avaient inscrit dans l'établissement.

J'ai vécu à plusieurs reprises ces moments où des parents étaient prêts à frapper leur enfant quand on leur expliquait leur comportement en classe. Un jour un père m'a dit : « Y'a pas de problème : si mon fils fait une bêtise, vous me le dites, et je le cogne. » J'ai essayé de lui expliquer que ça ne pouvait pas se passer comme cela. Mais nous côtoyons des jeunes qui vivent des situations familiales compliquées. Forcément, ils expriment cette situation de manière violente en classe. Certains jeunes rentrent le week-end chez eux : un, ils ne mangent pas à leur faim ; deux, ils vivent au pied de l'immeuble car les parents sont absents, ils vivent souvent des vies dissolues. Même s'il a 17 ou 18 ans, le gamin n'a pas de repères. Je n'ai jamais été jusqu'à porter plainte. Sur cette situation, on avait déclenché un signalement aux services sociaux. Je n'avais pas vraiment reçu de soutien. On a souvent le sentiment qu'on met les élèves en classe pour qu'ils ne soient pas dans la nature. Ça fait parfois garderie.

J'ai choisi de travailler dans cette institution particulière. Je sais pourquoi je suis là, mais l'État ne nous donne pas les moyens – car on est sous contrat d'association – pour réintroduire ces jeunes en classe petit à petit, avec de plus petits effectifs. Certains élèves perturbent des décrocheurs qui pourraient s'en sortir ou des migrants qui, malgré la difficulté de la langue, ont souvent une attitude positive, qui ont vécu des choses horribles et qui voient l'école comme une vraie chance.

Je reste motivé par mon métier. Mais j'ai plusieurs collègues qui ont fini en burn-out. Chacun essaie de s'en sortir comme il peut pour se protéger, on reste isolé. On manque d'un management. Il faudrait que les administratifs soient plus proches des professeurs au quotidien pour comprendre par exemple que certains élèves ne doivent pas être dans la même classe. Quand on en met certains devant des ordinateurs parfois, je les retrouve en train de démonter le clavier.

Du côté des inspecteurs, la réponse, c'est : « Si votre cours marche mal, c'est que vous n'avez pas fait la bonne préparation, il faut revoir votre pédagogie... Si votre classe est dissipée, c'est de votre faute. C'est aussi souvent le discours des chefs d'établissement. »

## **« Elle m'a frappée au visage en me donnant un coup de coude dans la joue »**

**Anne\*, 32 ans, professeure de collège en histoire-géographie-éducation morale et civique dans le département du Nord :**

« Je suis professeure contractuelle. J'effectue des remplacements ponctuels en REP et REP +. J'enseigne à des élèves de la 6e à la 3e, qui ont entre 11 et 15 ans. Quel que soit l'établissement, la violence est un élément quotidien, le plus souvent sous forme d'insultes, soit à mon encontre, soit entre élèves.

Plus rarement, je dois faire face à de la violence physique : l'an dernier deux élèves se sont battus dans la classe (une fille contre un garçon), le mois d'avant dans un autre établissement j'ai assisté à une bagarre en classe entre deux filles.

Au printemps dernier, une de mes élèves de 6e s'en est prise à moi... Elle a sorti son téléphone en classe. Je le lui ai confisqué et l'ai informée de se présenter à la direction pour le récupérer comme l'exige le règlement. Elle a quitté la salle de classe sans autorisation, puis est revenue, s'est jetée sur moi pour m'arracher le téléphone et m'a frappée au visage en me donnant un coup de coude dans la joue. Jusque-là, elle n'avait pas été violente physiquement, mais verbalement : elle m'avait insultée la semaine précédente, avait crié en plein cours et interpellé ses camarades pour les empêcher de travailler. J'ai déposé une plainte le soir même. Le gendarme qui m'a reçue m'a expliqué qu'elle serait sans doute classée sans suite. Cette fois-ci, la direction m'a soutenue et l'élève est passé en conseil de discipline. Mais je tiens à souligner que la réaction de mes chefs était très exceptionnelle et ne reflétait absolument pas ce que j'ai vécu dans d'autres établissements ou ce que d'autres collègues vivent.

Cela n'avait pas été le cas lors de l'agression sexuelle que j'ai subie l'an dernier. Un de mes élèves s'était jeté au sol pour regarder sous ma jupe. Mon chef d'alors était clairement laxiste et soutenait le garçon concerné. Il est allé jusqu'à me déranger en plein cours avec une classe difficile pour m'imposer de reprendre en cours l'élève qui m'avait agressée.

Les élèves nous méprisent, car ils savent que nous sommes mal payés et, pour beaucoup d'entre eux, la valeur des gens se mesure à leur rémunération. J'aime mon métier et je sais que je le fais bien, les progrès de mes élèves me le montrent chaque semaine. Mais l'institution méprise trop ses employés : outre le salaire trop bas, le nombre de postes mis aux

concours diminue chaque année depuis plus de dix ans, alors que le nombre de contractuels augmente toujours plus.

Beaucoup de collègues me poussent à rester, mais je n'ai plus l'énergie. Je pense sérieusement à démissionner. Mon amour du métier ne suffit plus à compenser les aspects négatifs. Les conditions de travail sont trop mauvaises et le salaire trop bas pour que je continue à me bousiller la santé. »

## « J'avais peur de recroiser l'élève ou certains de ses amis »

**Maelita\*, 29 ans, professeure de français dans un lycée de la région parisienne :**

« Le ministre dit que l'institution soutient les enseignants victimes de violence, mais sur le terrain, ça ne se passe pas comme ça. En 2016, j'ai été confrontée à cette violence. J'avais 25 ans. Ma première année d'enseignante dans un lycée de banlieue très difficile.

Un matin, une élève me bouscule dans un couloir bondé. Des choses qui arrivent. Sauf qu'elle s'énerve, m'insulte. Jusqu'à m'asséner un gros coup de coude dans les reins. J'ai hurlé de douleur, prévenu les surveillants. J'avais de grosses traces rouges et un énorme bleu au niveau des reins. Le lendemain, le directeur m'a assurée de son soutien. Dix jours après, un conseil de discipline a été fixé. Dans l'attente, j'avais la boule au ventre en venant travailler. J'avais peur de recroiser l'élève ou certains de ses amis.

Le conseil a prononcé une expulsion définitive avec sursis. Rien, en fait. Aucune sanction éducative. Je n'ai pas été soutenue, c'était l'élève avant tout. J'ai quand même été agressée sur mon lieu de travail ! Une exclusion, même temporaire, aurait envoyé un message clair : on ne frappe pas un prof.

Le proviseur s'était engagé à m'expliquer la décision, mais il ne l'a pas fait. Ma solitude m'a éclaté en pleine figure. C'est vraiment la loi du silence. Petit à petit, on en vient à ne pas en parler, car on a peur d'être jugé par ses pairs. En salle des profs, on peut entendre par exemple : « Un tel ne sait pas tenir sa classe... » Certes, ces élèves sont jeunes, on peut leur pardonner, mais quand votre direction ne vous soutient pas, c'est une violence supplémentaire. J'aurais dû porter plainte en demandant la protection juridique des fonctionnaires. Personne ne m'en a parlé. Je me suis posé la question d'arrêter l'enseignement. Depuis, j'ai été mutée. Heureusement, j'ai découvert qu'il existait des équipes éducatives en or. »

## « Nous sommes trop rarement soutenus par notre hiérarchie »

**Nicolas\*, 35 ans, professeur d'histoire, géographie et enseignement moral et civique, dans un collège de l'académie de Lyon :**

« J'enseigne depuis une quinzaine d'années. J'ai été confronté à de nombreuses reprises à la violence dans mes établissements successifs : violences verbales et physiques de la part d'élèves, de parents d'élèves voire parfois, de chefs d'établissement, harcèlement sur les réseaux sociaux de certains collègues par des élèves...

J'ai le souvenir d'un élève qui rentre dans la cour du collège avec un pistolet qui s'est avéré être factice et qui oblige tout l'établissement à se barricader en attendant l'arrivée de la police (bien avant les attentats de 2015).

Je me souviens aussi de ce parent d'élève qui rentre dans le collège comme dans un moulin, va dans la salle d'un collègue pour lui demander des comptes sur les résultats de son enfant en l'invectivant et l'insultant de tous les noms.

Personnellement, je n'ai pas peur d'exercer mon métier. Cependant, nous sommes trop rarement soutenus par notre hiérarchie. Attention, je ne dis pas que tous les chefs d'établissements ne nous soutiennent pas, mais beaucoup sont dans une logique de « pas de vagues ». »

Propos recueillis par Laetitia HÉLARY